

---

## ÉTUDE DU PROFIL DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ SUISSE D'ÉVALUATION (SEVAL)

---

*Etude réalisée par Fabienne Plancherel, en collaboration avec Marlène Läubli-Loud (OFSP - section politique de recherche, évaluation et rapports), Berne, septembre 2006.*

### INTRODUCTION

La Société suisse d'évaluation SEVAL a été fondée en 1996 dans le but d'encourager le dialogue et les échanges d'information et d'expérience entre la politique, l'administration, les hautes écoles et les entreprises de conseil et de promouvoir la qualité des évaluations ainsi que leur diffusion. Son activité principale est de s'engager dans la diffusion et le développement de standards d'évaluation, les standards SEVAL, qui définissent les exigences devant être posées aux évaluations et qui par là doivent contribuer à la professionnalisation de l'évaluation en Suisse. Ces standards sont destinés à toutes les personnes qui participent à des évaluations ou qui les influencent. Ils s'adressent ainsi aussi bien aux évaluatrices et évaluateurs, mandataires et mandants qu'aux autres personnes intéressées par l'évaluation.

La SEVAL est ouverte à tous les intéressés. En juin 2006, elle comprenait 385 membres. La présente étude est destinée à déterminer le profil de ces membres sur la base de deux critères principaux :

- Leur secteur d'activité: Les membres de la SEVAL proviennent-ils à parts égales du secteur public, du secteur privé, du secteur de la formation et de la recherche ou encore d'organisations non gouvernementales (ONG)? Certains secteurs sont-ils surreprésentés par rapport à d'autres?
- La répartition géographique des membres selon leur lieu de travail: Dans quelle partie de la Suisse les membres de la SEVAL travaillent-ils? Les établissements dans lesquels travaillent les membres de la SEVAL proviennent-ils à parts égales des différentes parties de la Suisse? Certaines régions sont-elles plus représentées que d'autres?

Ces deux critères sont deux portes d'entrée au travers desquelles seront considérés les membres de la SEVAL. L'élaboration de ce profil doit permettre, d'un côté, de mieux appréhender qui sont

les personnes qui s'inscrivent comme membre de la SEVAL, dans quels secteurs d'activité ils sont actifs et dans quelles régions ils travaillent. De l'autre, il permettra de déterminer quels sont les secteurs et régions sous-représentés.

Il s'agit de relever qu'il aurait également été intéressant d'étudier, au sein de ces membres, la répartition existante entre les mandants et les mandataires d'évaluation. Selon quels pourcentages se répartissent-ils? Est-ce que l'inscription à la SEVAL attire plus spécifiquement «les commanditaires» d'évaluation ou les évaluateurs? Effectuer une telle étude pour l'ensemble des membres de la SEVAL n'est toutefois pas réalisable sur la base des données mises à disposition par la SEVAL. Ces informations n'apparaissent pas sur la liste des membres. Si elles peuvent être trouvées grâce à la banque de données «évaluateurs et évaluatrices» de la SEVAL<sup>1</sup>, dans laquelle les évaluateurs ont l'opportunité de faire figurer leur profil, seuls 157 membres sur 385 ont fourni les renseignements nécessaires à l'établissement de leur portrait<sup>2</sup>.

#### **LISTE DES MEMBRES DE LA SEVAL**

La présente étude se base sur les informations mises à disposition par la SEVAL, à savoir la liste de ses membres. Il convient de relever que cette liste est complétée par les membres eux-mêmes, lors de leur inscription. La SEVAL s'assure du sérieux de ces inscriptions, mais laisse le soin aux membres de remplir eux-mêmes les différentes rubriques de la liste mise à leur disposition, selon la compréhension qu'ils se font des renseignements demandés. Ce paramètre peut expliquer les quelques lacunes et imprécisions que laisse entrevoir la liste. En effet, des données sont quelques fois manquantes; en témoignent les 44 membres qui ont dû être classés dans la catégorie «Autres» en raison de l'absence d'informations les concernant. Ces 44 personnes n'ont en effet fourni aucune précision concernant leur activité professionnelle et n'ont donc pas pu être intégrées à la classification par secteur professionnel. La SEVAL prévoit de réactualiser cette liste dans le courant de cette année 2006 afin de s'assurer de la mise à jour des données. Il s'agit principalement pour elle de s'assurer de l'actualité des

---

<sup>1</sup> Banque de donnée disponible sur le site internet de la SEVAL : [www.seval.ch](http://www.seval.ch)  
Voir également à ce sujet le chapitre consacré à l'analyse de cette nouvelle banque de donnée, p.14.

<sup>2</sup> Sources: liste «export-évaluateur», état du 28 juin 2006

activités professionnelles exercées et d'y faire apparaître les éventuels changements n'ayant pas été signalés par les membres.<sup>3</sup>

La liste des membres de la SEVAL mise en annexe est un document qui a été retravaillé dans le but d'atteindre une meilleure représentation des membres selon leur domaine d'activité. Les membres ont dès lors été classés selon les secteurs d'activité suivants :

- L'administration publique : une distinction a été faite entre les différents niveaux de l'Etat, à savoir la Confédération, le canton et la commune.
- Le secteur de la formation et de la recherche : ce secteur comprend principalement les universités et hautes écoles ainsi que les instituts de recherche qui leur sont rattachés.
- Les organisations non gouvernementales (ONG)
- Le secteur privé : ce secteur comprend prioritairement les bureaux, sociétés et entreprises de recherche privés ainsi que les personnes exerçant leur activité de manière indépendante.
- Les organisations établies à l'étranger
- Autres : cette catégorie réunit les membres qui n'ont fourni aucune donnée sur leur activité professionnelle.

Cette analyse par secteur d'activité a demandé la constitution d'une classification selon les différentes catégories susmentionnées. Il s'agit toutefois de préciser que toute classification est par essence réductrice. Différentes organisations peuvent se situer à la frontière de différents secteurs d'activité. Le choix de les classer dans un secteur d'activité précis, ne veut pas dire que ses différentes catégories, construites pour les besoins de l'étude, sont séparées par de strictes frontières.

En plus de cette première classification, le paramètre de la répartition géographique selon le lieu d'exercice de l'activité professionnelle a été analysé<sup>4</sup>. Il s'agit ici de préciser que la liste des membres de la SEVAL donne prioritairement accès à des

---

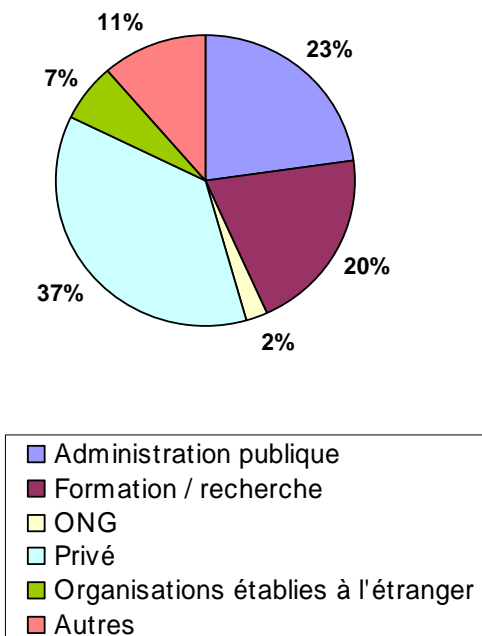
<sup>3</sup> Source : Entretien téléphonique du 28 juin 2006 avec Sophie Vrtacic du secrétariat SEVAL : Université de Fribourg, Ressort Evaluation.

<sup>4</sup> La liste retravaillée des membres de la SEVAL, mise en annexe, relève par différentes couleurs, la répartition géographique des offices/organisations dans lesquels s'emploient les membres : Région suisse allemande laissée en blanc ; Région suisse romande surlignée en jaune ; région suisse italienne marquée en vert.

données portant sur les offices/organisations dans lesquelles travaillent les membres et non à des données personnelles, telles que celles concernant leur lieu de domicile ou leur langue maternelle. **L'étude de la « répartition géographique » des membres de la SEVAL se base donc uniquement sur des paramètres professionnels, liés à l'emplacement de leur lieu de travail.** Afin d'éviter tout biais d'interprétation, le caractère professionnel de ce paramètre doit être pris en considération, particulièrement lors de l'analyse de la provenance géographique des membres de la Confédération. En effet, la grande majorité des offices fédéraux sont établis à Berne et donc classés dans la région suisse allemande. Il n'est pourtant pas possible d'en déduire que les membres de la SEVAL employés par la Confédération sont germanophones et domiciliés dans le canton de Berne. La présente étude n'entend donc pas indiquer le pourcentage de Suisse allemands, de Suisse romands et de Suisse italiens faisant partie de la SEVAL, mais déterminer le « profil géographique » des offices/organisations représentés par les membres.

#### **RÉPARTITION DES MEMBRES SELON LEUR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

Parmi les 385 membres, 23% proviennent de l'administration publique (tous les niveaux de l'Etat confondus), 37% du secteur privé, 20% du secteur de la formation et de la recherche et 2% des ONG. 7% des personnes inscrites comme membres travaillent dans des organisations établies à l'étranger. Enfin, les 11% restant réunissent les membres qui n'ont donné aucune indication sur leurs activités professionnelles.



Les secteurs les plus fortement représentés sont ceux de l'administration publique, de la formation et la recherche ainsi que le secteur privé. Ensembles, ils comptabilisent 80% de la totalité des membres de la SEVAL. Parmi eux, le secteur privé est le plus fortement

représenté. Une importante part des personnes inscrites à la SEVAL sont donc des évaluateurs ou des personnes intéressées par l'évaluation travaillant dans des bureaux, des sociétés, des entreprises de conseils privés ou encore exerçant leur activité de manière indépendante.

	Administration publique	Formation recherche	ONG	Privé	Organisations établies à l'étranger	Autres
Nombre de membres	88	75	9	142	26	45

### L'administration publique

Les 88 membres (23%) de l'administration publique sont répartis entre les différents niveaux de l'Etat :

- 58 membres, soit 65%, proviennent du niveau de la Confédération.
- 28 membres, soit 32%, des cantons.
- 2 membres, soit 3%, du niveau des communes.

#### LA CONFEDERATION

Différentes autorités fédérales sont représentées au sein des membres de la SEVAL : le Parlement, l'Administration fédérale et le Conseil fédéral. La grande majorité des membres de la SEVAL formant la catégorie de la Confédération sont employés au niveau des offices de l'administration fédérale.

Autorités fédérales	Service/offices représentés par les membres de la SEVAL	Nombre de membres employés
<b>Le Parlement</b>	- Les Services du Parlement - Le Contrôle parlementaire de l'administration	8 membres
<b>L'Administration fédérale</b>	- Les Offices fédéraux (OFEN, OFSP, OFJ, OVF, OFPER, OFAS, SER, ODM, OFAG-Agroscope ) ainsi que le Contrôle fédéral des finances, la DDC, armasuisse et l'administration fédérale des douanes - La Chancellerie fédérale - La Commission fédérale des Hautes écoles spécialisées	46 membres

<b>Le Conseil fédéral</b>	- La CEST (centre d'étude de la science et de la technologie), rattaché au Conseil suisse de la science et de la technologie, organe consultatif du Conseil fédéral	2 membres
---------------------------	---	-----------

Tous les départements de l'administration fédérale sont représentés au sein de la SEVAL. Les départements qui comptent le plus grand nombre de personnes inscrites à la SEVAL sont le Département fédéral des finances (DFF) avec 16 membres et le Département fédéral de l'intérieur (DFI) avec 14 membres. L'importante représentation du DFF tient au nombre important de membres de la SEVAL employés par le Contrôle fédéral des finances<sup>5</sup> (12 membres, soit 20% du secteur de la Confédération). Le DFI, quant à lui, est principalement représenté par l'Office fédéral de la santé publique (8 membres y travaillent, soit 15% du secteur de la Confédération).

Outre les autorités fédérales, la Suva (Caisse nationale d'assurance) ainsi que Pro Helvetia ont également été classées dans ce secteur. Ensemble, ces institutions comptent 2 membres.

#### L'ADMINISTRATION PUBLIQUE CANTONALE

Les 28 membres employés au niveau de l'administration publique cantonale représentent 13 cantons et se répartissent dans différents services et départements actifs au niveau cantonal. Les services/départements cantonaux les plus représentés sont les suivants :

- Le département de l'action sociale et de la santé / la direction de la santé et de l'action sociale / le service de la santé publique<sup>6</sup>
- Le département des finances
- La direction de l'instruction publique
- Les services spécialisés des cantons, pour l'évaluation des écoles, des questions familiales, des questions liées à la santé.
- Les commissions d'évaluation (notamment la Commission externe d'évaluation des politiques publiques (CEPP) du canton de Genève qui a pour but d'apprécier les effets des lois cantonales).

<sup>5</sup> Le Contrôle fédéral des finances exerce une activité autonome et indépendante en évaluation dans les limites des prescriptions légales. Il est rattaché au Département fédéral des finances sur le plan administratif.

<sup>6</sup> La terminologie utilisée pour désigner ces services et départements change d'un canton à un autre. Le choix d'une terminologie n'entend pas ici faire référence à un canton en particulier, mais donner une idée des champs d'activité principaux qui se réunissent sous le secteur de l'administration publique cantonale.

## L'ADMINISTRATION PUBLIQUE COMMUNALE

L'administration publique communale n'apparaît dans la liste des membres de la SEVAL qu'au travers de deux membres, employés dans deux communes différentes : la commune de Lausanne avec un membre attaché à la fonction de contrôle de gestion ; la ville de Genève, représenté par un membre du Département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement.

Alors que le niveau de la Confédération est fortement représenté au sein de l'administration publique (58 membres), le niveau communal quant à lui est presque absent de la liste des membres de la SEVAL. Comment expliquer cette différence ? Est-elle due à un moindre intérêt porté à la SEVAL au niveau communal ? A l'état actuel de cette étude, il n'est pas possible d'apporter une explication à cet écart. En arriver à la conclusion d'un moindre intérêt porté par les communes demanderait au préalable d'avoir comparé les données présentées ci-dessus à la réalité du terrain, afin de s'assurer que cet écart provient bel et bien d'une absence d'inscription des personnes concernées et non pas d'une sous représentation effective de l'évaluation et des fonctions qui y sont rattachées au niveau communal. Il s'agirait donc d'évaluer ces chiffres en rapport avec le nombre d'évaluateurs, mandataires, mandants et personnes intéressées par l'évaluation présents aux différents niveaux de l'Etat, afin de voir s'ils représentent dans de justes proportions les pourcentages réels du terrain ou si au contraire ils s'en éloignent. Dans ce dernier cas, l'écart au niveau du nombre de membre exposé ci-dessus témoignerait d'une différence au niveau des inscriptions. Cette différence devrait alors être étudiée afin de déterminer si elle provient d'une distinction au niveau des intérêts porté à la SEVAL ou d'une inégalité d'accès aux informations sur la société.

### **La formation et la recherche**

Le secteur de la formation et de la recherche est composé de 75 membres qui se répartissent entre un nombre important d'organismes de recherche et de formation. Ce secteur, tel qu'il est représenté par les membres de la SEVAL, est représenté par des universités, des instituts de recherche rattachés à ces universités, des hautes écoles, des écoles ainsi que des centres de recherche.

Le secteur de la formation et de la recherche est majoritairement représenté par des membres employés par les universités et instituts de recherche qui leur sont rattachés. Les universités

de Fribourg, Neuchâtel, Lausanne, Genève, Berne, Bâle, St-Gall, Zürich sont représentées par les membres de la SEVAL. Ceci, principalement au travers des instituts ou départements suivants :

- Département de travail social
- Instituts de psychologie (psychologie sociale, psychologie de la santé)
- Instituts de sciences politiques
- Instituts de médecine sociale et préventive

### **Les organisations non gouvernementales**

Comparativement aux autres secteurs, le secteur des ONG est très faiblement représenté par les membres de la SEVAL. Seuls 9 membres, soit 2%, s'y emploient. D'autres part, très peu d'ONG sont représentées, puisqu'une majorité des membres (5 personnes) se regroupent sous une même organisation, le Comité international de la Croix-Rouge qui a son siège à Genève. Au total, 5 organisations sont représentées. Il s'agit donc du CICR, de Femmes Africa Solidarité, du Projet Hope, de Caritas Suisse et de Promotion Santé Suisse.

### **Le secteur privé**

Le secteur privé est le secteur le plus fortement représenté par les membres de la SEVAL puisque 142 personnes s'y emploient. Ce secteur est principalement représenté par des sociétés, entreprises et bureaux de recherche privés. Au total, une centaine d'entreprises sont représentées par les membres de la SEVAL.<sup>7</sup> La répartition des membres entre ces différentes entreprises se fait de manière relativement égale.

## **REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES MEMBRES SELON LEUR LIEU DE TRAVAIL**

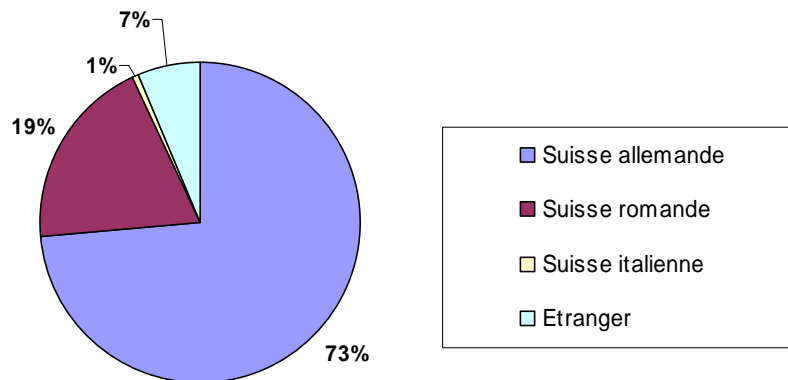
### **Représentativité des différentes parties de la Suisse**

Les 385 membres de la SEVAL travaillent dans des offices, organisations, universités, bureaux privés etc., établis dans différentes parties de la Suisse et à l'étranger. Comme le montre le graphique ci-dessous, la partie Suisse alémanique représente à elle seule 73% des membres. En effet, un total de 283 membres

---

<sup>7</sup> Les professionnels établis à leur compte (statut d'indépendant) ont été intégrés au calcul total du nombre de sociétés représentées.

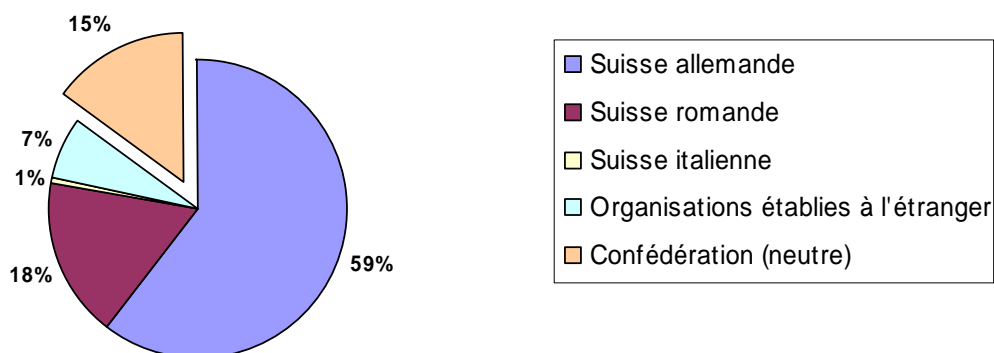
travaillent dans des offices/organisations établis en Suisse allemande, contre 75 membres soit 19% en Suisse romande et seulement 2 membres soit 1% en Suisse italienne.



	Suisse allemande	Suisse romande	Suisse italienne	Etranger
Nombre de membres	283	75	2	25

La Suisse allemande est ainsi fortement représentée. La Suisse italienne est quant à elle presque absente de la liste des membres de la SEVAL. La forte présence de la Suisse allemande doit toutefois être contrebalancée par le fait que les nombreuses personnes travaillant à la Confédération, donc dans le canton de Berne, ont été classées dans la région suisse alémanique. Or, la question qui doit être posée est celle de savoir si la Confédération ne devrait pas échapper à une telle classification? Les résultats donnés ci-dessus devraient dès lors être réexaminé sur la base de la constitution d'une nouvelle catégorie «neutre», celle de la Confédération.

**Repartition géographique des organisations représentées par les membres SEVAL + catégorie Confédération**



La

Confédération représente 15% des membres. La constitution de

cette catégorie diminue considérablement le pourcentage correspondant à la région suisse alémanique. Ce dernier passe de 73% à 59%. Toutefois, malgré cette diminution, la partie suisse alémanique comptabilise encore un nombre de membres beaucoup plus important que toutes les autres parties réunies (Suisse romande, Suisse italienne et organisations établies à l'étranger).

Est-il possible, sur la base de ces pourcentages, de tirer comme conclusion que l'inscription à la SEVAL intéresse plus fortement les membres actifs dans les offices/organisations établis en Suisse allemande et qu'au contraire, les évaluateurs et personnes concernées par l'évaluation travaillant dans la partie Suisse italienne de notre pays ne se sentent que très peu concernés par une adhésion à la SEVAL? Comme il a été mentionné précédemment, établir une telle conclusion demanderait au préalable d'avoir examiné la réalité du terrain, afin de voir, dans chaque partie de la Suisse, combien d'offices, d'organisations, universités, de bureaux d'étude privés etc., sont effectivement concernés par l'évaluation. Examiner si ce nombre est réparti de manière uniforme en Suisse allemande, en Suisse romande et en Suisse italienne, ou si, déjà sur le terrain, une grande différence existe entre ces régions. Dans ce dernier cas, les différences de représentativité des membres de la SEVAL ne proviendraient pas d'un écart au niveau des inscriptions, mais d'une différence de base liée à la réalité du terrain.

### **Composition géographique des différents secteurs d'activité**

Le tableau suivant croise les deux critères principaux de cette étude et permet de percevoir quels sont les secteurs d'activités les plus fortement représentés dans les différentes parties de la Suisse.

#### **Répartition des membres par région « professionnelle » et par secteur d'activité**

	<b>Administration publique</b>	<b>Formation / recherche</b>	<b>ONG</b>	<b>Secteur Privé</b>	<b>Autres <sup>8</sup></b>
<b>Suisse allemande</b>	76 membres ----- - 58 membres Confédération ----- - 18 membres Cantons	56 membres	2 membres	116 membres	32 membres
<b>Suisse romande</b>	11 membres ----- - 9 membres Cantons ----- - 2 membres Communes	19 membres	7 membres	25 membres	12 membres
<b>Suisse italienne</b>	1 membre - niveau cantonal	-	-	1 membre	-

<sup>8</sup> Les résultats de la catégorie « autres » se basent sur les adresses figurant dans la liste. En raison de leur manque de précision, il n'est pas possible de savoir si ces adresses renvoient au lieu de travail ou au lieu de domicile des membres.

## L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

- La Confédération: Comme mentionné préalablement, la Confédération est principalement établie à Berne. Pourtant, si elle est située dans la partie suisse alémanique de la Suisse, elle peut également être considérée comme une catégorie neutre échappant à toute forme de considérations géographiques.
- L'administration publique cantonale: Parmi les 28 membres employés par l'administration publique cantonale, 18 membres travaillent dans des cantons suisses allemands, 9 membres dans des cantons suisses romands et 1 membre est employé par le canton du Tessin. Au sein de la SEVAL, l'administration cantonale est donc plus fortement représentée par des personnes employées par des cantons suisses allemands que par des cantons suisses romands ou encore suisses italiens.

Qu'en est-il du nombre de cantons représentés? La région suisse romande est représentée par 4 cantons: le Jura, Genève, Fribourg et Vaud. La région suisse alémanique est quant à elle représentée par 8 cantons: Zürich, Berne, Schwytz, Soleure, Lucerne, Thurgovie, Bâle-ville et les Grisons. A noter que les administrations publiques cantonales les plus fortement représentées au sein des membres de la SEVAL sont celles des cantons de Genève et de Berne, avec chacun 6 membres inscrits.

- L'administration publique communale: Les deux membres qui représentent ce secteur sont employés par des communes suisses romandes (Lausanne et Genève). La Suisse allemande tout comme la Suisse italienne ne sont pas ici représentées.

## LA FORMATION ET LA RECHERCHE

Les 75 membres de la SEVAL formant ce secteur se partagent comme suit: 56 d'entre eux, soit 75%, travaillent dans des organismes de recherche ou de formation établis en Suisse allemande; les 19 autres (25%) travaillent dans la région suisse romande. La Suisse italienne est totalement absente de ce secteur d'activité.

Le secteur de la formation et de la recherche est ainsi plus fortement représenté par des membres professionnellement actifs en Suisse allemande. Qu'en est-il du nombre d'organismes représentés?

Au sein de la SEVAL, la Suisse romande est représentée par des membres employés par les universités de Fribourg, Neuchâtel, Lausanne et Genève<sup>9</sup>. L'Institut des hautes écoles en administration publique (IDHEAP) ainsi que l'Ecole polytechnique de Lausanne (EPFL) apparaissent également dans la liste des membres de la SEVAL. La Suisse romande est ainsi représentée, au sein de la SEVAL, par 19 membres travaillant dans environ 6 établissements de formation et de recherche différents<sup>10</sup>. Le canton de Vaud est le canton le plus représenté puisqu'il absorbe 9 membres de cette catégorie.

La Suisse allemande est représentée par des membres travaillant dans les universités de Berne, Bâle, St-Gall et Zürich. En plus de ces universités et des instituts qui leurs sont rattachés, la SEVAL compte également des membres employés par des hautes écoles établies en Suisse alémanique<sup>11</sup>. Dans une moindre mesure, apparaissent également des écoles de niveau obligatoire (2 établissements). Au total, la Suisse allemande est représentée au sein de la SEVAL par 56 membres se répartissant dans plus d'une vingtaine d'établissements de formation et de recherche différents. Berne et Zürich sont les deux cantons les plus représentés.

#### LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

La prédominance du CICR au sein des ONG explique la forte représentation de la Suisse romande dans le secteur des ONG. Les neuf membres de la SEVAL classés dans ce secteur se répartissent comme suit : 7 membres travaillent dans la région suisse romande alors que seulement deux membres travaillent dans la région suisse allemande. Aucune ONG suisse italienne n'est ici

---

<sup>9</sup> Ces universités sont représentées par des membres employés par un grand nombre d'instituts. Le détail de ces instituts peut être retrouvé dans la liste des membres, mise en annexe. Dans le but d'obtenir une vue d'ensemble, le nombre de ces instituts n'a pas été comptabilisé dans les détails.

<sup>10</sup> Ce chiffre ne fait pas apparaître le nombre d'instituts universitaires représentés.

<sup>11</sup> Sont notamment représentés les établissements suivants : Fachhochschule Solothurn Nordwestschweiz, Hochschule für Wirtschaft Zürich, Hochschule für Pädagogik und Soziale Arbeit beider Basel, Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik Zürich, Hochschule für Angewandte Psychologie Zürich, Fachhochschule für Sozialarbeit HSA Bern, Pädagogik Hochschule ZentralSchweiz Luzern, Hochschule für Angewandte Wissenschaft St.Gallen, Fachhochschule Nordwestschweiz, Hochschule für Angewandte Psychologie Olten, Zürcher Hochschule Winterthur, Lindenhof Schule Bern.

représentée. Le canton de Genève, siège du CICR, rassemble 6 membres de la SEVAL actifs dans des ONG, soit 67% du ce même secteur (5 pour le CICR et 1 pour le Projet Hope). Les autres cantons, à savoir Vaud, Berne et Lucerne, se partageant à parts égales les 3 membres restants.

#### LE SECTEUR PRIVÉ

Les 142 membres de ce secteur d'activité ne proviennent pas à parts égales des différentes parties de la Suisse :

La région Suisse alémanique est prédominante, puisque 116 membres, soit 81.7% des membres du secteur privé s'y emploient. Ces membres se répartissent dans plus de 80 bureaux et entreprises établis en Suisse alémanique. L'institut «Interface» (Lucerne), qui a à son actif 7 membres de la SEVAL, est l'organisme établi en Suisse allemande qui est le plus représenté. 12 cantons suisses allemands apparaissent dans cette catégorie. Parmi eux, les cantons de Berne et Zürich sont les plus représentés.

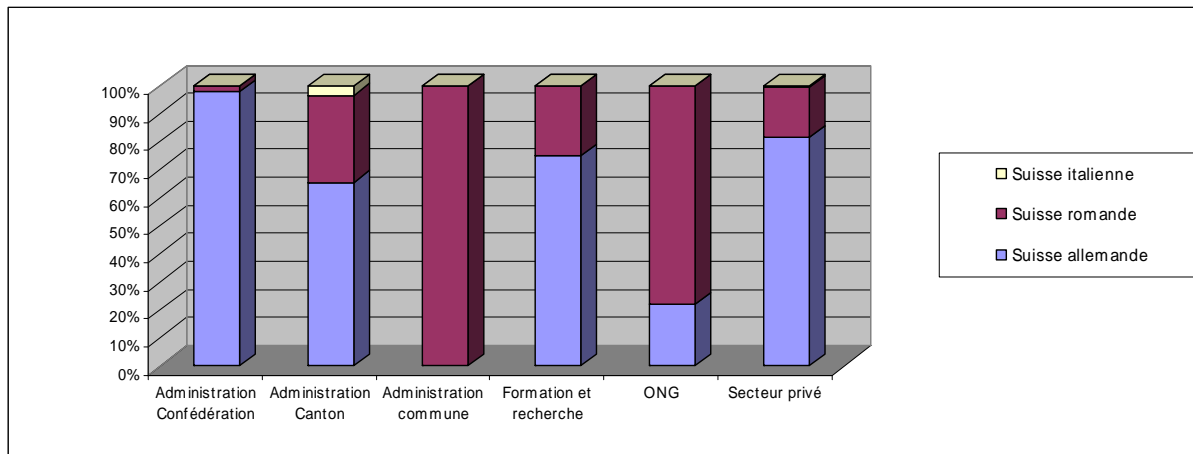
La région Suisse romande compte 25 membres de la SEVAL, soit 17.6% du secteur privé. Ces membres représentent environ 18 d'entreprises établies en Suisse romande. L'institut érasme et le bureau Evaluanda/Adsan (avec chacun 4 membres) sont les l'organismes privés de Suisse romande les plus représentés au sein de la SEVAL. Ce secteur, tels qu'il se structure pour la Suisse romande, est presque exclusivement représenté par des membres travaillant dans 2 cantons : Vaud (10 membres) et Genève (14 membres). Les autres cantons ne sont donc pas représentés (ou très peu dans le cas de Fribourg qui compte 1 membre) dans le secteur privé.

La région suisse italienne est quant à elle sous représentée puisque seul un membre (0.7%) et donc une seule entreprise figure parmi les membres de la SEVAL.

En conclusion, chaque secteur d'activité pris isolément révèle une composition géographique hétéroclite, en termes de lieu d'exercice de l'activité professionnelle. Le graphique suivant compare, sur un total de 100%, la contribution de chaque partie de la Suisse aux différents secteurs d'activité, tels qu'ils sont représentés par les membres de la SEVAL. Il met ainsi en évidence le fait que le secteur de l'administration publique cantonale, celui de la formation et de la recherche ainsi que le secteur privé sont plus fortement représentés par des membres

professionnellement actifs en Suisse allemande. Au contraire du secteur des ONG qui est quand à lui principalement représenté par des professionnels actifs dans des organisations établies en Suisse romande. A l'opposé également du secteur de l'administration publique communale, comptant uniquement des membres employés par des communes suisses romandes.

**Représentativité des différentes parties de la Suisse par secteur d'activité (sur un total de 100%)**

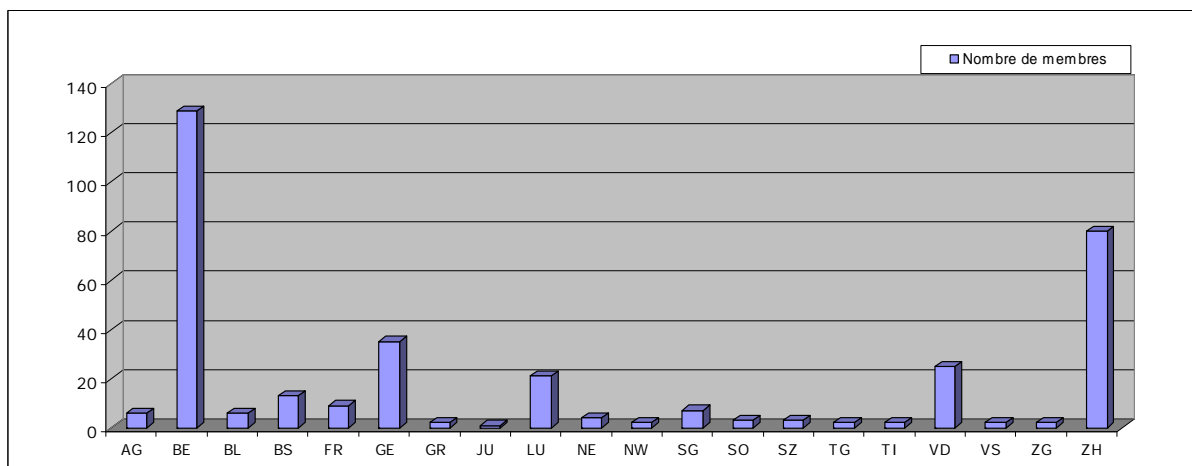


### Répartition des membres par canton

20 cantons sont représentés par les membres de la SEVAL. 6 cantons, à savoir Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Glaris, Obwald, Schaffhouse et Uri, n'apparaissent pas dans la liste des membres.

Les 20 cantons présents ne comptabilisent pas à parts égales leur nombre de personnes inscrites à la SEVAL. Le canton de Berne est fortement représenté. 129 personnes professionnellement actives dans le canton de Berne sont inscrites à la SEVAL. Vient ensuite le canton de Zürich, avec 80 inscriptions. Ensemble, ces deux cantons représentent 54%, soit plus de la moitié de la totalité des membres. L'autre moitié se répartit quant à elle entre les 18 cantons restants. Le tableau ci-dessous permet d'avoir une bonne vision de cette répartition par canton.

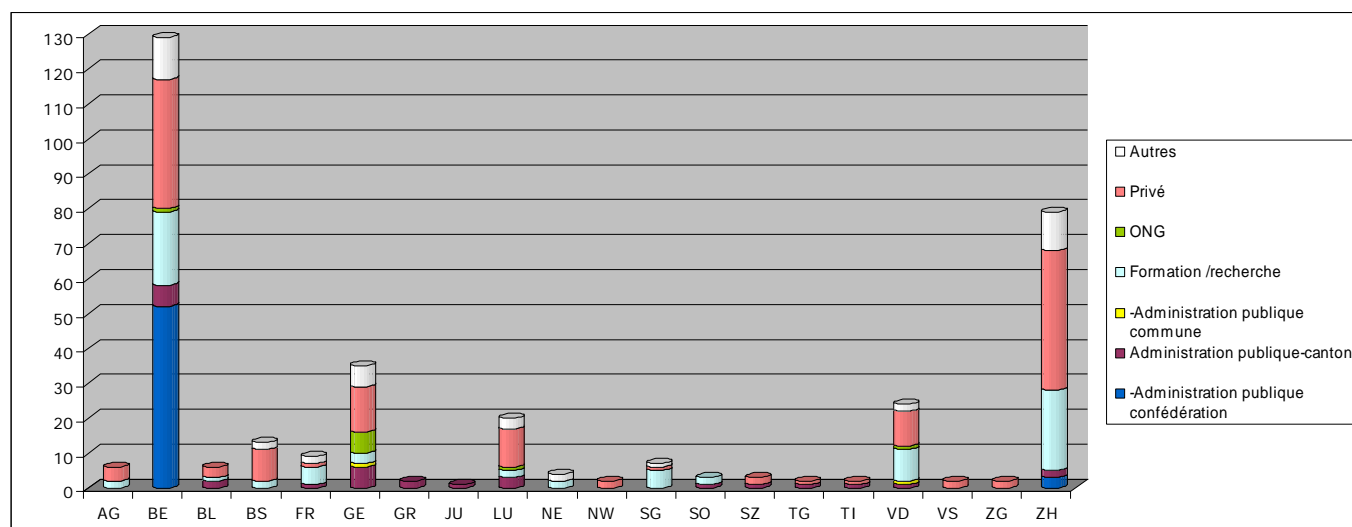
### Répartition des membres de la SEVAL par canton



La surreprésentation du canton de Berne doit en grande partie son explication à l'important nombre de membres de la SEVAL employés par la Confédération. Pour Berne, cela représente 55 personnes. Toutefois, outre les employés de la Confédération, le canton de Berne compte encore quelques 74 membres actifs dans les autres secteurs d'activité. Ainsi, sans considérer les membres qui travaillent à la Confédération, le canton de Berne reste encore largement surreprésenté, puisque avec ses 74 membres, s'il se place juste après le canton de Zürich, il dépasse encore fortement le nombre de membres comptabilisé dans les autres cantons.

Les deux tableaux suivants permettent d'avoir une meilleure représentation de la répartition des différents secteurs d'activités selon les cantons

#### Répartition des secteurs d'activité par canton



#### Répartition des secteurs d'activité par canton (en chiffres)

	AG	BE	BL	BS	FR	GE	GR	JU	LU	NE	NW	SG	SO	SZ	TG	TI	VD	VS	ZG	ZH	
Administration publique-confédération		55																		3	
Administration publique-canton		6	2		1	6	2	1	3				1	1	1	1	1				2
Administration publique-commune						1											1				
Formation/recherche	2	19	1	2	5	3			2	2		5	2				9				23
ONG		1				6			1								1				
Secteur privé	4	37	3	9	1	14			11		2	1	1	2	1	1	10	2	2	2	40
Autres		11		2	2	6			3	2		1					2				11
<b>Total par canton</b>	<b>6</b>	<b>128</b>	<b>6</b>	<b>13</b>	<b>9</b>	<b>35</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>79</b>

En résumé, les différents cantons ne sont pas également représentés parmi les membres de la SEVAL. Les cantons de Berne et de Zürich sont largement prédominants. D'autre part, les deux derniers tableaux mettent en évidence le fait que les différents secteurs d'activité ne sont pas repartis à parts égales dans les différents cantons suisses. L'administration publique cantonale n'est par exemple présente que dans 13 cantons. L'administration publique communale n'apparaît que dans 2 cantons. Les membres actifs dans le secteur de la formation et de la recherche travaillent majoritairement dans les cantons de Berne et de Zürich et beaucoup moins dans les autres cantons universitaires, à savoir Fribourg, Genève, Vaud, Neuchâtel ou encore Lucerne, Bâle-Ville, Saint-Gall et Tessin.<sup>12</sup>

### Les organisations établies à l'étranger

Sont également inscrites comme membres de la SEVAL, différentes organisations établies à l'étranger. Cette catégorie est représentée par 25 membres, soit 7% de la totalité des membres. 9 pays, en plus de la Suisse, apparaissent dans la liste des membres de la SEVAL. Parmi eux, la France est le pays qui présente le plus de membres, avec 10 personnes inscrites. Viennent ensuite, la Belgique (5 membres), l'Allemagne (4 membres) ainsi que le Liechtenstein, l'Italie, le Pakistan, la Côte d'Ivoire, les Etats-Unis et le Canada, chacun représenté par un membre.

<sup>12</sup> Selon la loi fédérale sur l'aide aux universités du 8 octobre 1999, Art. 3, al.2, on entend par cantons universitaires les cantons qui assument la charge principale d'une université ayant droit aux subventions. Actuellement, les cantons universitaires sont les cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Bâle-Ville, Saint-Gall, Tessin, Vaud, Neuchâtel et Genève.

## Remarque générale

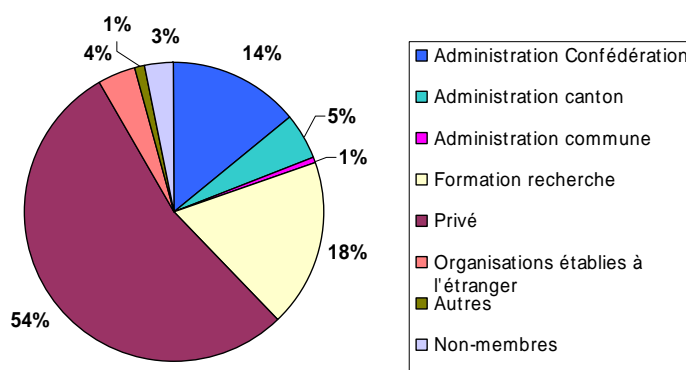
La présente étude du profil des membres de la SEVAL a été basée sur une analyse en termes de membres. Le nombre de membres travaillant dans chaque secteur d'activité et chaque région de Suisse a été comptabilisé. Cette analyse est une porte d'entrée possible. Une autre porte d'entrée envisageable est une analyse par institution, à savoir étudier les pourcentages d'institutions présentes dans chaque secteur d'activité et chaque région de Suisse. Cette deuxième porte d'entrée a été prise en considération tout au long de cette étude. Les chiffres et pourcentages se référant aux institutions se retrouvent dans notre analyse. Un examen des institutions représentées au sein de la SEVAL met en avant le fait que les différents pourcentages et écarts observés dans notre étude des membres se retrouveraient dans une analyse par institution.

## BANQUE DE DONNÉES « ÉVALUATEURS ET ÉVALUATRICES »

En plus de la liste de leur membre, la SEVAL fournit aux évaluateurs et évaluatrices la possibilité d'inscrire leur profil sur une seconde banque de données, disponible sur leur site internet. Cet outil d'information doit permettre aux personnes intéressées de faire connaître leur profil d'évaluateur au sein de milieux spécialisés, de chercher des mandataires, des enseignants ou des partenaires de recherche, de savoir rapidement qui fait des évaluations.

## Répartition des membres par secteur d'activité

Parmi les membres de la SEVAL, 157 personnes<sup>13</sup> ont fourni les informations nécessaires à l'inscription de leur profil dans cette banque de donnée. Les différents secteurs



<sup>13</sup> La banque de données fournit le... SEVAL et 5 non-membres Sources: liste « export-évaluateur », état du 28 juin 2006.

d'activité sont représentés comme suit :

	Administrati on publique	Formation recherche	ONG	Privé	Organisation s établies à l'étranger	Autres	Non- membres <sup>14</sup>
<b>Nombre de membres</b>	32	29	0	87	7	2	5

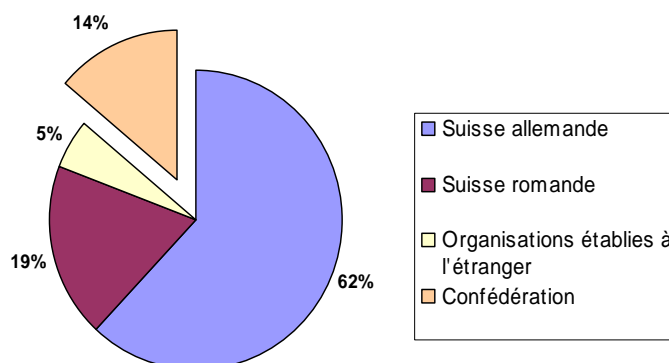
Les pourcentages d'inscription dans cette banque de données des membres de la SEVAL varient d'un secteur d'activité à l'autre :

- 34% des membres de la SEVAL appartenant au secteur de l'Administration publique - Confédération ont inscrit leur profil dans la base de données «évaluateurs et évaluatrices»
- 28% des membres de l'administration publique - canton
- (50% des membres des membres de l'administration publique - commune)<sup>15</sup>
- 38% des membres du secteur de la formation et de la recherche
- **61% des membres du secteur privé**
- 0% des membres du secteur des ONG
- 27% des membres travaillant dans des organisations établies à l'étranger
- 4% des membres de la catégorie «Autre»

La possibilité d'inscrire son profil dans la banque de données «évaluateurs et évaluatrices» de la SEVAL attire donc plus spécifiquement les membres du secteur privé. 61% des membres de la SEVAL classés dans le secteur privé ont inscrit leur profil dans cette base de données. Les ONG par contre n'y apparaissent pas. Aucun membre de la SEVAL travaillant dans une ONG n'a inscrit son profil dans cette banque de données.

### Répartition géographique des membres selon leur lieu de travail

Qu'en est-il de la répartition géographique (en terme de lieu de travail) des membres inscrits dans cette base de données «évaluateurs et évaluatrices» :



La représentation de la Suisse romande reste

données : 1.La liste des membres 2.La es». Les personnes intéressées peuvent comme membre de la SEVAL uniquement / comme «évaluateurs» sur la banque de uniquement comme «évaluateur» sur la «S».  
munes, 1 membre de la SEVAL a inscrit leurs et évaluatrices».

relativement inchangée entre la banque de donnée «évaluateurs et évaluatrices» et la liste des membres de la SEVAL. La représentation de la Suisse allemande est par contre plus élevée. Quant à la Suisse italienne, elle a entièrement disparu de ces pourcentages. En effet, aucun membre professionnellement actif en Suisse italienne n'apparaît dans la banque de données des évaluateurs et évaluatrices.

Que ce soit dans la liste de la SEVAL ou dans cette nouvelle banque de données, le secteur privé est le secteur qui est représenté par le plus grand nombre de membres : 142 pour la liste des membres de la SEVAL et 87 pour la banque de données «évaluateurs et évaluatrices». Ce secteur est également celui qui marque l'écart le plus important entre le nombre de membres travaillant en Suisse allemande (73 membres) et le nombre de membres travaillant en Suisse romande (14 membres). En termes du nombre de sociétés privées représentées, cela représente les pourcentages suivants :

- 51 sociétés établies en Suisse allemande, soit 84% de la totalité des entreprises représentées dans cette banque de données.
- 10 sociétés établies en Suisse romande, soit 16% de la totalité des entreprises représentées dans cette banque de données

En résumé, la présente analyse met en avant le fort attrait de cette banque de données des évaluateurs et évaluatrices pour les membres du secteur privé. Elle met également en relief la totale disparition des ONG ainsi que de la Suisse italienne et donc une différence de représentation des différentes parties de la Suisse qui se prononce.

#### **Domaines d'activité représentés dans la banque de données «évaluateurs et évaluatrices»**

Les personnes souhaitant faire apparaître leur portrait dans la banque de données «évaluateurs et évaluatrices» ont l'occasion d'y faire figurer diverses informations concernant leur pratique d'évaluation. Parmi ces renseignements, figure une question

portant sur « leurs domaines d'activité ». Différents domaines d'activité sont proposés. Les personnes désireuses d'élaborer leur portrait choisissent, parmi ces propositions, les domaines d'activités leur correspondant. Une personne peut faire figurer plusieurs domaines d'activité. Il ne semble pas y avoir de nombre maximal donné, puisque certains portraits font apparaître jusqu'à 19 domaines d'activité différents.

Le tableau suivant permet de voir quels sont les domaines d'activité représentés au sein de la banque de données « évaluateurs et évaluatrices ». Il met également en évidence le nombre de fois qu'apparaît chaque domaine d'activité dans la totalité de la banque de données. Ceci pour savoir quels sont les domaines d'activité les plus souvent mentionnés.

<b>Domaines d'activité</b>	<b>Nombre d'apparition dans la banque de données</b>
Affaires sociales / Prévoyance sociale	77
Agriculture	14
Aménagement du territoire	35
Coopération au développement	43
Culture	21
Economie / marché du travail	46
Education	75
Egalité des genres	30
Eglise / Religion	9
Energie	24
Environnement	43
Etrangers / réfugiés	40
Finances / Impôts	20
Industrie / Technologie	21
Justice / Police	17
Logement	18
Média / communication	29
Politique extérieure	13
Recherche	50
Santé	87
Sécurité	14
Sport	15
Système politique / administration	51
Transports	33

Source : banque de données « évaluateurs et évaluatrice », état du 26 septembre 2006.

Les trois domaines d'activité les plus fréquemment mentionnés par les personnes ayant inscrit leur profil dans la banque de données « évaluateurs et évaluatrices » sont « Santé », « Affaires sociales / Prévoyance sociale » et « Education ».

Une sous rubrique de la banque de données donne l'opportunité aux personnes inscrites de faire figurer d'autres domaines d'activité que ceux proposés. Le tableau suivant met en évidence les autres domaines d'activité mentionnés dans la banque de données.

#### **Autres domaines d'activité**

Betriebliche Gesundheitsförderung und Prävention  
 Bibliothèque, centre de documentation, archives  
 Biodiversité, paysage  
 Consumer policy - Legislation - Sustainability  
 Coopération transfrontalière  
 Criminologie  
 Eau et assainissement  
 Evaluation des crises et des catastrophes  
 Evidence based  
 Formation  
 Gesundheits- - und Krankenpflege  
 Gesundheitsökonomie / Pharmaökonomie  
 Humanitaire, droits de l'homme  
 IT, marché numérique  
 Kinder - und Jugendpolitik  
 Marchés publics  
 Médiation  
 New Public Management  
 Öffentliche Verwaltungen und Betrieb  
 Organisationsentwicklung  
 Organisationsfragen, Steuerungs - und  
 Managementfragen  
 Politique de la science et de la recherche  
 Politique locale  
 Prévention  
 Prévoyance professionnelle  
 Promotion de la paix, résolution des conflits /  
 Friedensförderung, Konfliktbearbeitung  
 Qualitätsmanagement  
 Regionalpolitik  
 Software  
 Spitäler, NGOs  
 Stadtentwicklung, europäische Zusammenarbeit  
 Systèmes d'information  
 Travail social  
 Unterrichtsevaluation, e-learning  
 Verwaltung  
 Verwaltungsreform  
 Wald - und Forstwirtschaft  
 Waldpolitik  
 Wettbewerbspolitik

## CONCLUSIONS

La présente étude se veut être un état des lieux, établi sur la base de la liste des membres de la SEVAL, qui analyse le profil de ces membres selon deux critères : la répartition par secteur d'activité et par région géographique (au travers du paramètre de l'emplacement du lieu de travail). Cette étude a permis de relever différentes observations et de soulever diverses pistes de réflexions.

### ***La Suisse italienne presque absente de la SEVAL***

De manière générale, force est de constater que, quel que soit le secteur d'activité, la Suisse italienne est pour ainsi dire absente de la liste des membres de la SEVAL. Sur 385 membres, seules 2 personnes travaillent dans la région suisse italienne (administration publique cantonale/secteur privé). Cette absence a également été relevée dans la banque de données «évaluateurs et évaluatrices» dans laquelle aucune institution établie en Suisse italienne ne figure.

### ***La Suisse allemande et la Suisse romande : une analyse par secteur d'activité***

D'une manière générale, la liste de la SEVAL fait apparaître un nombre plus important de membres professionnellement actifs dans la région suisse allemande. Une analyse par secteur d'activité montre que cette forte présence de la Suisse allemande est principalement le fait de deux secteurs d'activités : le secteur de la formation et de la recherche et le secteur privé<sup>16</sup>. Ces deux secteurs représentent un nombre très important de membres. Ils marquent également un écart considérable entre le nombre de membres professionnellement actifs en Suisse allemande et celui des membres professionnellement actifs en Suisse romande. Les deux secteurs réunis comptent 172 membres travaillant en Suisse allemande contre 44 membres en Suisse romande, soit une différence de 128 membres. Cette différence est significative puisqu'elle alimente fortement l'écart généralement constaté entre le nombre de membres travaillant en Suisse romande et celui des membres s'employant en Suisse allemande.

En d'autres termes, si l'absence de la Suisse italienne peut être constatée d'une manière générale, l'analyse des différences existantes entre les deux autres parties de la Suisse sollicite un examen plus approfondi par secteur d'activité. Chaque secteur d'activité relève en effet d'une «composition géographique» différente. Le secteur de l'administration publique communale et celui des ONG sont plus fortement représentés par des membres s'employant dans les cantons suisses romands. Ces deux secteurs d'activité sont toutefois composés d'un nombre relativement réduit de membres (un total de 11 membres - 9 pour la Suisse romande et 2 pour la Suisse allemande). Leur impact sur la différence globale constatée entre le nombre de membres travaillant en Suisse allemande et celui des membres travaillant

---

<sup>16</sup> Comme relevé précédemment, le secteur de l'administration publique-Confédération, pouvant constituer une catégorie neutre, est placé en dehors de ces considérations géographiques.

en Suisse romande, bien qu'important, s'en trouve également réduit. Le secteur de la formation et de la recherche, le secteur privé et le secteur de l'administration publique cantonale sont quand à eux plus fortement représentés par des membres professionnellement actifs en Suisse allemande. Comme mis en avant précédemment, le secteurs privé et celui de la formation et de la recherche, constitués d'un nombre plus élevé de membres, marquent un écart significatif entre les deux régions de la Suisse et participe ainsi en grande partie à l'explication de la forte représentation de la Suisse allemande au sein des membres de la SEVAL. Précisons qu'une analyse de la répartition des membres par canton met en évidence le fait que cette forte représentation de la Suisse allemande et principalement le fait de deux cantons : Berne et Zürich.

Concernant le secteur privé, il faut préciser que l'écart constaté se retrouve dans le nombre d'entreprises privées représentées. En effet, moins de 20 entreprises d'évaluation sont établies en Suisse romande alors que plus de 80 entreprises sont établies en Suisse allemande. La Suisse romande n'est presque représentée que par deux cantons, Vaud et Genève (à l'exception d'une société privée située dans le canton de Fribourg).

### ***Une très faible représentation des ONG***

La présente étude met en avant le fait que les secteurs d'activité les plus fortement représentés au sein des membres de la SEVAL sont les secteurs de l'administration publique (principalement le fait de personnes employées au niveau de la Confédération), de la formation et de la recherche ainsi que le secteur privé. Le secteur des ONG est quant à lui très faiblement représenté. Seul 9 membres, soit 2% de la totalité des personnes inscrites à la SEVAL, travaillent dans ce secteur. D'autre part, le nombre d'organisations représentées est également faible, puisque seulement 5 ONG figurent dans la liste de la SEVAL. La faible représentation des ONG se retrouve et même s'accroît dans la banque de données « évaluateurs et évaluatrices » de la SEVAL, puisque aucune ONG n'y figure.

### ***Quelques pistes de réflexion...***

L'analyse du profil des membres de la SEVAL permet de mieux appréhender qui sont les personnes qui s'inscrivent à la SEVAL. Elle permet de découvrir quels sont les secteurs d'activités et les régions géographiques les plus fortement représentés et quels sont ceux qui, par opposition, sont moins représentés. Les différentes observations mises en avant doivent être perçues

comme des premières pistes de réflexion pouvant servir à un éventuel travail d'élargissement de la SEVAL et des membres la représentant.

Il s'agit de préciser que les écarts mis en avant dans cette étude ne pourront trouver une explication définitive qu'au travers d'une analyse plus approfondie de terrain, qui permettra notamment de déterminer si ces écarts sont dus à une différence au niveau des inscriptions à la SEVAL et donc de l'intérêt porté à la SEVAL ou à une répartition inégale des personnes concernées par l'évaluation selon les secteurs d'activité et les différentes parties de la Suisse.

#### COMMENT EXPLIQUER LES DIFFERENCES - COMMENT REDUIRE LES ECARTS ?

Les observations mises en avant soulèvent différentes questions, notamment celle de savoir comment expliquer l'absence de la Suisse italienne, la faible représentation de la Suisse romande dans le secteur privé et le secteur de la formation et de la recherche ainsi que la très faible présence des ONG ? Ces faibles représentations doivent-elles leur explication à une différence au niveau de la réalité du terrain, à savoir à un nombre plus réduit d'organismes et de personnes concernées par l'évaluation professionnellement actives dans ces régions et secteurs d'activité et donc un nombre potentiel d'inscription également plus réduit ? En ce qui concerne la Suisse italienne, elle compte pourtant un canton universitaire, le Tessin, et réalise des études d'évaluations. La question se pose dès lors également de savoir si ces faibles représentations ne devraient pas plutôt être expliquées par une différence d'attrait ou d'accès aux informations sur la SEVAL ? Il s'agirait donc de s'interroger sur la manière de toucher ces régions et secteurs d'activité, d'attirer plus spécifiquement ces organismes ainsi que leurs membres à participer à la SEVAL pour prendre part à une réflexion globale sur l'évaluation telle qu'elle est pratiquée dans toute la Suisse.

Concernant plus précisément les ONG, il s'agit de se demander si leur très faible représentation ne trouverait pas une part de son explication dans l'orientation très politisée des évaluations et donc des échanges d'expérience prenant place au sein de la SEVAL ? En effet, en Suisse, les évaluations portent majoritairement sur des questions de stratégies politiques formulées en terme d'atteinte ou non des objectifs politiques. Or, la question qu'il

faut se poser est celle de savoir si ces préoccupations peuvent attirer les professionnels des ONG? Leur intérêt dans l'évaluation, au-delà de questions politiques, se trouverait-il plutôt du côté d'un questionnement concret sur le contenu de leurs activités (p. ex. sur le fonctionnement de leur cours, la qualité est l'accessibilité de la matière enseignée, etc.)? Attirer les professionnels des ONG demanderait-il dès lors de penser l'évaluation de manière plus globale pour pouvoir intégrer les différentes pratiques et les divers besoins de l'évaluation? Si une telle hypothèse se voit confirmée, il s'agirait, en plus d'une réflexion politique, de promouvoir l'évaluation de contenu et de favoriser des échanges d'expériences à différents niveaux. Cette même réflexion peut également valoir pour d'autres professionnels, notamment les membres des offices fédéraux qui, en plus de leurs intérêts pour des questions d'objectifs politiques, pourraient également être fortement intéressés par une réflexion globale intégrant des questions stratégiques portant sur le contenu de leurs propres actions.

#### QUELS SONT LES IMPACTS POSSIBLES DES ECARTS CONSTATES ?

Une autre question posée par l'absence ou la faible représentation de différents secteurs d'activité et régions concerne l'impact de ces différences sur l'attribution des mandats d'évaluation. En effet, ces écarts se retrouvent, voir même s'accroissent dans la banque de données «évaluateurs et évaluatrices» dans laquelle on assiste à une totale disparition de la Suisse italienne et des ONG. Or, cette absence, tout comme la faible représentation de la Suisse romande dans le secteur privé et celui de la formation et de la recherche, peut avoir des influences sur la capacité des professionnels de ces secteurs d'activité et régions à attirer des mandats d'évaluation, puisque faire figurer son profil dans cette banque de données permet de donner une certaine visibilité à ses actions d'évaluation et donc d'attirer des offres éventuelles. Une analyse plus poussée de l'influence de ces écarts de représentation de certains secteurs d'activité et certaines régions de Suisse permettrait de déterminer leur impact sur l'attribution des mandats d'évaluation et par là d'évaluer le risque de voir les écarts mis en avant se prononcer.